Comment étudier la politique des guichets ?

Méthodes pour enquêter sur le pouvoir discrétionnaire des agents de l'immigration

Alexis Spire

Depuis quelques années, de plus en plus de travaux français abordent les politiques d'immigration sous l'angle de leur mise en œuvre. En partant d'une réflexion sur le pouvoir discrétionnaire, à l'intersection de la sociologie du droit et de l'État, je voudrais montrer l'intérêt d'une démarche empirique permettant de dresser les contours de la domination bureaucratique contemporaine. A cet égard, le cas des pratiques administratives des agents chargés de contrôler l'immigration constitue un terrain propice pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce que le droit qui s'applique aux étrangers est, plus que tout autre, caractérisé par l'imprécision des critères législatifs ou réglementaires, ce qui laisse aux agents de l'administration la possibilité d'imposer leurs propres interprétations, au risque d'engendrer des pratiques très disparates d'un service à l'autre. De plus, le « non national » n'est pas un usager comme les autres : il est un sujet de contrôle avant d'être un sujet de droits. Si la plupart des services publics se sont réorganisés autour de la figure du « client »¹, il n'en est pas de même dans les bureaux d'immigration qui n'ont jamais érigé la satisfaction de l'usager en principe de fonctionnement. La caractéristique particulière de la politique d'immigration est de produire et de reproduire une tension permanente entre une législation apparemment respectueuse des droits de la personne et des pratiques développées par les agents subalternes qui rendent ces droits inopérants. C'est cette dichotomie savamment entretenue par les gouvernants que j'ai qualifiée de « politique des guichets »². Loin d'être un cas à part, le traitement des étrangers constitue en réalité un miroir grossissant des pratiques observables dans d'autres secteurs d'intervention de l'État. Mais cette politique des guichets, qui se retrouve dans certaines administrations sociales fréquentées par les classes populaires³, ne se donne à voir ni dans les textes réglementaires à l'abri desquels elle se développe, ni dans les

¹ Pour un aperçu de cette évolution dans des secteurs aussi divers que les hôpitaux ou les transports publics, voir Luc Deroche et Gilles Jeannot (coord.), *L'action publique au travail*, Paris, Octarès Editions, 2004.

² Alexis Spire, *Accueillir ou reconduire. Enquête sur les guichets de l'immigration*, Paris, Raisons d'agir, 2008, p. 8.

³ Vincent Dubois, « Le paradoxe du contrôleur. Incertitude et contrainte institutionnelle dans le contrôle des assistés sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 178, 2009, p. 28-49.

propos des *street-level bureaucrats*⁴ qui la conduisent. Elle se mesure et s'observe dans la pratique quotidienne des guichets, ce qui soulève la question du choix des méthodes pour rendre visible un objet aussi insaisissable et fuyant.

Pour une sociologie du pouvoir discrétionnaire

Au sens strictement juridique, le pouvoir discrétionnaire désigne la sphère d'autonomie à l'intérieur de laquelle les agents de l'administration peuvent prendre différentes décisions, tout en agissant conformément à la loi⁵. L'existence d'un tel pouvoir discrétionnaire est consubstantielle à l'activité des agents de l'État, dans la mesure où la loi a toujours vocation à établir un sens général qui nécessite des règles d'interprétation pour être appliquée à un contexte ou à un cas particulier. Dans cette perspective, le qualificatif de « discrétionnaire », défini comme marge de manœuvre laissée à la libre appréciation de l'administration, renvoie en fait à deux types de réalités.

Dans un premier sens, le pouvoir discrétionnaire désigne la capacité des gouvernants à transcrire un texte juridique à destination des agents qui vont l'appliquer. Il prend alors la forme de circulaires ou de règlements, émanant de hauts fonctionnaires mandatés pour rendre intelligible l'interprétation que les pouvoirs publics entendent donner de la loi ou de ses décrets d'application. Cette forme de magistrature bureaucratique a longtemps été très discrète et n'a fait l'objet d'une politisation qu'à la fin des Trente Glorieuses⁶. Dans sa seconde acception, le terme de pouvoir discrétionnaire renvoie à une décision particulière prise par un agent pour appliquer une norme juridique à un cas singulier : accorder une autorisation, octroyer certaines prestations ou encore concéder une faveur.

Dans le domaine de l'immigration, la période allant de 1945 à 1975 a été propice au développement d'un pouvoir discrétionnaire du premier type qui a pu être qualifiée d'« infra droit »⁷. Cette prévalence de circulaires et de règlements internes à la sphère bureaucratique a cependant été battue en brèche à partir de la fin des années 1970. La multiplication des recours devant les tribunaux administratifs pour contester la légalité de telle ou telle circulaire a restreint le pouvoir discrétionnaire exercé par les hauts fonctionnaires dans l'écriture de la réglementation. La plupart des circulaires sont désormais rendues publiques et alimentent, pour les plus symboliques d'entre elles, le débat politique. Les hauts fonctionnaires qui les

⁴ Mickael Lipsky, *Street-Level Bureaucracy: Dilemmas of the Individual in Public Services*, New-York, Russell Sage Foundation, 1980.

⁵ Olivier Beaud, *La Puissance de l'État*, Paris, PUF, coll. « Léviathan », 1994, p. 474.

⁶ Sylvain Laurens, *Une politisation feutrée. Les hauts fonctionnaires et l'immigration en France (1962-1981)*, Paris, Belin, 2009.

⁷ Danièle Lochak, *Etrangers, de quel droit ?*, Paris, PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », 1985, p. 217.

écrivent se trouvent donc contraints de procéder par euphémisation et laissent aux agents intermédiaires le soin d'appliquer ce qu'ils n'ont pas pu expliciter. Le contrôle à la fois politique et juridictionnel de la réglementation s'est ainsi traduit par un élargissement du pouvoir discrétionnaire de deuxième espèce, c'est-à-dire de la marge de manœuvre laissée aux agents subalternes dans l'application quotidienne des textes. Plusieurs méthodes peuvent être envisagées pour appréhender cette relation structurellement dissymétrique entre représentants de l'État et usagers.

L'observation participante en préfecture

L'analyse des pratiques quotidiennes de contrôle de l'immigration se heurte le plus souvent au refus des agents de se prêter à l'observation d'un regard extérieur. Il est toujours possible de procéder par entretien mais le risque est alors de devoir s'en tenir à des discours qui en disent plus sur les représentations que sur les actions de ceux qui les tiennent⁸. De ce point de vue, l'enquête par questionnaires se heurte au même type d'obstacles, dans le sens où le chercheur ne dispose d'aucun moyen pour recouper les déclarations des agents avec ce qu'ils font réellement.

Pour pouvoir confronter les discours des agents avec leurs pratiques, j'ai opté pour la méthode de l'observation dite participante, ou plutôt « objectivante »⁹ : je me suis porté candidat à un poste de guichetier dans un service préfectoral chargé de recevoir les demandeurs d'asile. Tous les ans, les préfectures des grandes agglomérations font appel à des vacataires pour répondre à l'afflux de demandeurs aux guichets à certaines périodes de l'année, notamment durant les vacances estivales mais plus généralement chaque fois que les titulaires sont en nombre insuffisant. Les contacts que j'avais noués à la Préfecture de police tout au long de mon doctorat m'ont aidé à postuler à l'un de ces « jobs d'été » habituellement réservés aux enfants des agents en poste. Pour résoudre la dialectique soulignée par Hughes entre le rôle de membre qui participe et celui d'étranger qui rend compte, j'ai opté pour une posture consistant à être « participant en public et observateur en secret »¹⁰. Faisant valoir mon statut d'étudiant travaillant sur l'immigration, j'ai pu entretenir une certaine ambiguïté quant aux motivations de ma démarche : il était logique pour mes interlocuteurs que je sois candidat à un tel poste pour observer les comportements des étrangers, et impensable que je

⁸ Sur l'écart entre discours et pratiques dans le cas du racisme, voir Irwin Deutscher, *What We Say/What We Do*, Gleniew, Scott Foreman and Co, 1973.

⁹ Cf. Pierre Bourdieu, « L'objectivation participante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°150, 2003, p. 43-58.

¹⁰ Everett C. Hughes, *Le regard sociologique*, Paris, Éditions de l'Ehess, 1996, p. 275.

puisse l'être pour y observer mes collègues. Je m'en suis donc tenu à cette ambiguïté, en insistant sur l'intérêt que l'institution pourrait tirer de mes compétences informatiques et sans jamais expliciter mon intention d'enquêter sur les pratiques de mes collègues. Pendant tout le mois de juillet 2003, j'ai pu ainsi partager le quotidien d'un service de préfecture chargé d'octroyer et de renouveler les autorisations de séjour à des demandeurs d'asile.

En me faisant embaucher comme guichetier, ma première surprise a été d'expérimenter un type de travail que je ne connaissais pas, mais aussi de ressentir une certaine pression et une forme de fatigue que je n'avais pas éprouvée auparavant. Recevoir des étrangers dans un service d'immigration n'implique pas de fatigue physique (les guichetiers restent assis l'essentiel de la journée). Elle fait naître en revanche une fatigue psychique qui provient de la succession incessante d'étrangers à peine francophones à qui il faut expliquer une procédure complexe ; la difficulté à transcrire des situations singulières en langage bureaucratique est également harassante. C'est ce que les agents appellent souvent la « pression du guichet », terme qui désigne à la fois l'importance du flux d'étrangers attendant leur tour (dès l'ouverture des portes du centre, le nombre maximum de personnes pouvant être reçues dans la journée est atteint) et la quantité de dossiers à instruire dans la journée (chaque agent doit traiter 27 dossiers par jour, ce chiffre pouvant être pondéré en fonction de la complexité du dossier). Dans le cas d'un service d'accueil de demandeurs d'asile, ces contraintes statistiques sont redoublées par la barrière linguistique : en l'absence de traducteur, il faut faire appel à des demandeurs bilingues qui attendent dans la salle pour aider les non francophones à remplir leur notice. A cette « pression du guichet » s'ajoute le regard permanent porté par le chef de salle qui se situe derrière la ligne des guichetiers (un peu à la façon du *panopticon* décrit par Foucault¹¹, permettant de regarder tous les agents sans que ceux-ci puissent savoir s'ils sont surveillés). En prenant conscience de ces contraintes professionnelles, j'ai pu mesurer l'importance que peuvent revêtir les différentes tactiques de freinage que développent les agents pour conserver un contrôle sur les étrangers tout en gardant la maîtrise des cadences auxquelles la machine bureaucratique les astreint. Si le travail de réception des étrangers comporte incontestablement une part de pénibilité, il procure également, par rapport à d'autres postes, une marge d'autonomie qui découle en grande partie du statut des usagers : les agents peuvent plus facilement conserver la maîtrise de l'organisation du travail que lorsqu'ils sont confrontés à des nationaux plus enclins à se plaindre et à contester.

¹¹ Michel Foucault, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.

Cette expérience d'observation participante m'a également permis d'accéder à toute une sphère de sociabilité, souvent absente des travaux portant sur l'administration, celle des pratiques à caractère non professionnel qui se déroulent quotidiennement sur le lieu de travail¹². Comme le souligne Hughes, les études sur la sociologie du travail ont souvent pour travers commun d'occulter une partie du système d'interactions qui se déroule en marge de la sphère professionnelle¹³. L'exemple des blagues entre guichetiers est à cet égard éclairant : les plaisanteries sur les dossiers impeccables des Chinois ou sur la capacité à simuler les pleurs des Roumains en disent souvent davantage sur les catégories de perception des agents qu'un long discours abstrait sur les différences de traitement entre nationalités. Comme dans d'autres situations de travail¹⁴, l'humour a aussi pour fonction de renforcer la cohésion du groupe des guichetiers : chacun montre par ce biais son refus de se laisser émouvoir par des demandeurs d'asile soupçonnés en permanence de simuler¹⁵. Le fait de partager cet univers professionnel m'a aussi donné l'occasion d'assister à des discussions plus sérieuses sur la comparaison entre les services d'immigration et les services généraux (du type permis de conduire ou passeports). En devenant guichetier, j'accédais au statut de collègue pour les autres agents de la préfecture, ce qui m'ouvrait un accès à toutes les pratiques de sociabilité qui entourent cet univers de travail : discussions de couloir, échanges sur les émissions de télévision regardées la veille, récits de vacances, problèmes de voisinage et autres incidents de la vie quotidienne. Toutes ces discussions informelles m'ont permis de pénétrer de plain-pied dans l'univers culturel, social et symbolique de ces agents subalternes, et de comprendre le lien étroit entre leur position sociale, leur rapport à l'État et leur façon d'endosser le rôle d'agent du maintien de l'ordre national.

La mesure des pratiques par les dossiers individuels

Une autre manière d'objectiver le pouvoir discrétionnaire consiste à comparer les pratiques d'un même service dans deux lieux différents. L'étude à laquelle j'ai contribué et qui portait sur le changement de statut des étudiants étrangers dans les départements du Nord et de la Seine-Saint-Denis¹⁶ permet d'illustrer cet autre type de méthode.

¹² Michel Bozon, Yannick Lemel, « Les petits profits du travail salarié. Moments, produits et plaisirs dérobés », *Revue française de sociologie*, vol. 31, n°1, 1990, p. 101-127.

¹³ Everett C. Hughes, *Le regard sociologique*, op. cit., p. 66.

¹⁴ Sur la fonction sociale du rire dans les relations de travail, voir Jacqueline Frisch-Gauthier, « Le rire dans les relations de travail », *Revue française de sociologie*, vol II, n°4, p. 292-303.

¹⁵ On retrouve ce type d'usage de l'humour dans l'univers hospitalier, voir Jean Peneff, *L'hôpital en urgence*, Paris, Métailié, 1992, p. 196.

¹⁶ Antoine Math, Serge Slama, Alexis Spire et Mouna Viprey, « La fabrique d'une immigration choisie. De la carte d'étudiant au statut de travailleur étranger », *La revue de l'IREES*, n°50, 2006/1, p. 27-62.

L'investigation empirique consistait à combiner une analyse quantitative portant sur un échantillon de 670 dossiers de demande de changement de statut, déposés de 2001 à 2004, dans les deux départements, et un volet plus qualitatif comprenant vingt-trois entretiens avec des acteurs concernés par cette procédure. L'intérêt de cette méthodologie est d'offrir un moyen de comparer la mise en œuvre d'une même réglementation dans deux configurations locales différentes et de mesurer les écarts de l'une à l'autre. En janvier 2002, le gouvernement socialiste de l'époque diffusait une circulaire préconisant d'examiner avec bienveillance les demandes formulées par des étudiants étrangers : après plusieurs années de pratiques restrictives, il s'agissait de donner plus facilement des cartes de travailleurs à des étudiants étrangers. Or l'analyse statistique sur les 670 dossiers individuels et les entretiens menés avec chaque chef de bureau montrent que la circulaire n'a pas été interprétée de la même façon dans les deux départements étudiés. A Lille, elle a incité les agents à faire preuve ponctuellement de plus de mansuétude, mais ceux-ci sont revenus par la suite à leurs pratiques d'antan : le nombre de refus, ramené au nombre total de demandes (le taux de refus), est passé d'environ 32 % en 2001 à 13 % en 2002, avant d'atteindre 34 % et 39 % en 2003 et 2004. En revanche, à Bobigny, les précisions apportées par la circulaire ont conduit le chef de bureau à exiger des documents supplémentaires pour chaque nouvelle demande (diplôme, expérience professionnelle préalable en France et dans le pays d'origine, lettre de motivation de l'employeur) et à modifier les règles d'instruction des dossiers : les agents sont passés d'un contrôle limité à l'examen de la situation de l'emploi à un contrôle reposant plus généralement sur l'adéquation entre les diplômes obtenus et l'emploi envisagé. Cette interprétation de la circulaire a coïncidé avec une évolution du taux de refus passant de 35 % en 2001 à 52 % en 2002, avant de revenir à 36 % en 2004. D'un point de vue méthodologique, il est intéressant de noter que dans les entretiens, les agents chargés de l'instruction des dossiers ont toujours fait valoir que la circulaire n'avait pas eu d'incidences sur leurs pratiques¹⁷. Or, si les résultats statistiques confirment cette assertion sur longue période, ils font néanmoins ressortir pour l'année 2002 une inflexion dont les agents n'ont pas eu conscience.

Cette étude qualitative et quantitative des conditions d'application d'un règlement dans deux départements montre surtout qu'une même instruction de l'administration centrale peut donner lieu à des interprétations divergentes d'un service à l'autre et d'un lieu à l'autre.

¹⁷ Antoine Math, Serge Slama, Alexis Spire et Mouna Viprey, *De la carte d'étudiant au statut de travailleur étranger. Les étudiants sollicitant un changement de statut à Lille et à Bobigny (2001-2004)*, Document de travail de l'IRES n° 06.04, septembre 2006, p. 153.

Elle révèle également une assez forte inertie des pratiques : dans les deux cas, le taux de refus est assez vite revenu au niveau enregistré avant la diffusion de la circulaire. Face à une législation de plus en plus foisonnante et complexe, ceux qui sont chargés de l'appliquer peuvent ponctuellement infléchir leurs pratiques. Ils continuent cependant à privilégier les savoir-faire hérités des périodes antérieures, ce qui tend à rendre très improbable toute modification réelle des pratiques lorsque la réglementation ne change que de façon marginale.

L'enquête par contrebande

Si la politique des guichets échappe le plus souvent à ceux qui débattent des politiques publiques, ce n'est pas seulement car elle est moins légitime que les décisions prises dans les cabinets ministériels. C'est aussi parce qu'elle est conduite dans des lieux rarement soumis au contrôle d'instances extérieures à l'administration. L'exemple des services de visas dans les consulats français à l'étranger en est une bonne illustration : alors qu'ils constituent depuis plusieurs années un instrument privilégié de la politique de maîtrise des flux migratoires, les services chargés d'attribuer les visas échappent à la fois au regard des associations de défense des étrangers et des avocats mais aussi à celui des journalistes et de surcroît des sociologues. L'éloignement géographique de ces lieux de décision qui relèvent en principe à part entière du territoire national y est sans doute pour beaucoup. Mais c'est surtout le refus des pouvoirs publics de communiquer la moindre information sur les conditions d'attribution des visas donnant droit à accéder au territoire national, qui rend ces lieux de pouvoir particulièrement méconnus : dans un contexte où la très grande majorité des circulaires est rendue publique, il est révélateur que l'administration refuse de communiquer, encore aujourd'hui, l'instruction générale explicitant les règles d'attribution des visas, en dépit des multiples recours déposés par les associations.

Dans le cadre d'une recherche sur les migrations des étudiants du Maghreb, j'ai pu réaliser une enquête au sein du consulat de France à Tunis¹⁸. J'avais l'autorisation de réaliser des entretiens avec les agents des services culturels de l'ambassade qui sont désormais compétents pour l'orientation et la sélection des étudiants candidats au départ pour la France. Une fois arrivé dans le pays, j'ai profité de ma présence sur place pour élargir mon champ d'investigation : après plusieurs tentatives infructueuses, je suis parvenu à rencontrer le chef du bureau des visas à qui j'ai exposé mon souhait de venir enquêter dans son service. Sans

¹⁸ Voir ma contribution à l'ouvrage qui en a résulté : Alexis Spire, « Contrôler et choisir. La sélection des étudiants candidats à l'émigration vers la France », in Sylvie Mazzella (dir.), *La mondialisation étudiante. Le Maghreb entre Nord et Sud*, Paris, Karthala, 2009, p. 79-96.

jamais mentir à mes interlocuteurs, j'ai joué sur l'ambiguïté d'une recherche portant sur les migrations vers la France et financée par le ministère des Affaires étrangères, pour obtenir l'autorisation d'enquêter pendant deux semaines au service des visas du consulat (situé dans un bâtiment totalement séparé des services culturels). J'ai pu ainsi observer de nombreuses interactions entre demandeurs de visas et agents consulaires, et obtenir des entretiens relativement approfondis avec les fonctionnaires chargés de statuer sur chaque demande de visa. Cette méthode d'« enquête par contrebande »¹⁹, consistant à élargir voire détourner un projet initial pour obtenir l'accès à un terrain difficile à atteindre, m'a permis d'apporter une première contribution sociologique sur un univers professionnel - celui des agents consulaires - jusque-là jamais étudié.

Réalisée en juillet 2007, cette enquête m'a conduit à nuancer les réflexions que j'avais pu mener sur les agents de préfecture et des directions départementales de l'emploi et de la main-d'œuvre. S'il existe une homologie entre la position dévalorisée du service des visas par rapport au reste du consulat et celle du service des étrangers par rapport aux autres guichets de réception du public, l'implantation d'une représentation de l'État français en pays étranger comporte certaines spécificités. Les agents des services des visas doivent, comme leurs homologues de préfectures, prendre un grand nombre de décisions cruciales pour les étrangers qui s'adressent à eux, mais ils sont soumis à des injonctions souvent contradictoires. D'un côté, ils doivent évaluer pour chaque postulant le « risque migratoire » qu'il représente en fonction de critères tels que sa situation familiale, son statut social, son niveau de diplôme et de revenu. De l'autre, ils doivent veiller à l'entretien de bonnes relations avec le gouvernement tunisien, très demandeur de visas pour les proches du régime et les « personnes recommandées ». La mise au jour de cette tension permet de mieux saisir ce qui se joue dans la routinisation des passe-droits²⁰ : à Tunis, les dossiers de dérogations passent par un guichet séparé et représentent jusqu'à un quart des 80 000 visas délivrés annuellement par ce poste consulaire. Une telle proportion incite à reformuler ce qui est parfois dénoncé sous le terme de corruption : le contournement de la règle moyennant contrepartie n'est pas le fait de pratiques isolées et marginales mais s'inscrit dans un système de dérogations institutionnalisées. Au plus haut niveau, le consul lui-même doit satisfaire aux demandes du pouvoir local chaque fois que la représentation diplomatique l'exige. Cette contrainte est très contestée par les

¹⁹ L'expression fait référence à celle de « littérature par contrebande » utilisée par Aragon et analysée par Frédérique Matonti comme un moyen de préserver l'autonomie du champ littéraire (« Il faut observer la règle du jeu », *Sociétés et représentations*, n°15, 2002, p. 293-306).

²⁰ Pierre Bourdieu, « Droit et passe-droit. Le champ des pouvoirs territoriaux et la mise en œuvre des règlements », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 81(1), p. 86-96, 1990.

agents consulaires que j'ai rencontrés et qui n'ont pas hésité à expliciter ces formes de passe-droit. Certaines demandes passent par l'ambassadeur qui peut, selon l'importance qu'il accorde à l'auteur de la requête, octroyer une faveur pouvant aller jusqu'à la gratuité du visa. Le chef de bureau doit également composer avec les demandes de dérogations qui émanent des membres des différents cabinets ministériels, qu'il s'agisse de motivations professionnelles (tel artiste ou tel entrepreneur invité par les pouvoirs publics) ou personnelles (le cousin de la femme de ménage ou le mari de la jeune fille au pair). Chaque décideur est également susceptible d'accorder des dérogations qui concernent soit leurs proches, soit ceux des guichetiers qui travaillent à leurs côtés. Le passe-droit n'a alors plus rien de résiduel : il remplit une fonction politique - permettre aux représentants du gouvernement français d'entretenir de bonnes relations avec le pouvoir local -, et une fonction sociale - rapprocher les pratiques des représentants de l'État français de celles des agents des autres administrations du pays d'accueil²¹. L'étude du quotidien d'un service consulaire rend ainsi visible le développement d'une culture bureaucratique hybride, faite d'arrangements entre les instructions de l'administration française et les pratiques du pouvoir local.

Les obstacles rencontrés pour étudier le pouvoir discrétionnaire des agents chargés du contrôle de l'immigration ne sont pas spécifiques à cette sphère d'intervention de l'Etat. Par bien des aspects, ils sont comparables à ceux rencontrés par d'autres chercheurs travaillant sur la prison, la police ou toute autre institution peu encline à accepter la présence d'un regard extérieur. L'observation objectivante, l'analyse par comparaison de dossiers ou l'enquête par contrebande sont autant de solutions méthodologiques transposables à d'autres univers. Les techniques d'enquête mobilisées ici sont en revanche peu compatibles avec les chartes déontologiques qui sont en vigueur outre-Atlantique et que certains voudraient importer en France²². S'il avait fallu recueillir l'autorisation écrite de chaque enquêté avant d'observer ses pratiques ou de recueillir ses propos, une part importante des résultats présentés ici n'aurait sans doute jamais vu le jour. Cette distance prise avec une conception étroite de la déontologie exige néanmoins d'être vigilant quant à la façon de rendre compte des enquêtes accomplies. S'il n'a pas été possible d'envisager une restitution auprès des enquêtés, je me suis toujours efforcé de retracer, le plus fidèlement possible, leur point de vue, leurs

²¹ Sur le cas de la Tunisie, voir Béatrice Hibou, *La Force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte, 2006, p. 163-192.

²² Sur cet aspect, voir Sylvain Laurens et Frédéric Neyrat, « Plaidoyer en faveur d'un 'droit à l'enquête'... plutôt que pour une éthique à éclipses », in S. Laurens et F. Neyrat (dir.), *Enquêter de quel droit ?*, Le Croquant, 2010, p. 291-303.

contraintes et leurs aspirations, même si l'analyse qui en ressort diffère radicalement de leur vision du monde.